



COMMUNIQUE

- - -

RETRAITE : LE DISSIMULATEUR GOUVERNEMENTAL !

« Aie confiance, crois, que je puisse veiller sur toi... ! »

C'est ainsi que le serpent KAA s'adresse à Mowgli dans le livre de la jungle, juste avant de chercher à l'étrangler.

Mais, comparé au gouvernement dirigé par Edouard Philippe, le fameux serpent n'est qu'un angelot inoffensif...

Car, après de longs mois où les représentants du pouvoir exécutif rabâchaient des formules creuses et lénifiantes – mais, bien sûr jamais étayées - sur le fait que tout le monde gagnerait avec leur réforme, un « simulateur » gouvernemental a été mis en place hier.

Secret, opacité et malhonnêteté

36 cas de figure, dont 26 pour les fonctionnaires, ont donc été divulgués.

Et, miracle merveilleux, dans tous les cas les salariés y gagneraient !

La vérité, c'est que tout cela est trafiqué.

Premier élément : une déduction rapide montre que « l'âge pivot » utilisé dans ces simulations est de 65 ans alors même que le gouvernement avance un projet d'âge pivot à 64 ans !

Deuxième élément : toutes les simulations sont faites à partir d'un mixte du système actuel et du futur régime.

Aucune – ce qui est quand même un comble – n'est établie avec une carrière complète dans le nouveau système. Cela éclaire cependant sur qui se soucie vraiment de la solidarité intergénérationnelle !

Troisième élément : pour les fonctionnaires, pas un salaire de fin de carrière ne figure. C'est un choix délibéré du gouvernement, sans doute pour ne pas faire apparaître des taux de remplacement particulièrement bas.

Il est inutile de continuer les exemples puisque tout est de la même veine dans les encarts publicitaires de la macronie.

Rétablir les faits pour mieux se mobiliser

Ces simulations gouvernementales sont un pur outil de propagande. Elles s'affranchissent allégrement des critères de transparence des données publiques, ce qui est tout de même paradoxal !

La CGT Fonction publique demande à ce que tous les « secrets de fabrication » soient levés pour que puissent s'instaurer un véritable débat public digne de notre démocratie.

Dans l'attente, sans doute vaine, notre organisation à partir d'éléments tangibles, concrets et vérifiables, appelle tous les agents de la Fonction publique à poursuivre et amplifier la mobilisation dès maintenant et le 9 janvier.

Montreuil, le 20 décembre 2019

CGT Fonction Publique

263, Rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil CEDEX

tel : 01 55 82 77 67 (UFSE) - tel : 01 55 82 88 20 (FDSP) - tel : 01 55 82 87 49 (Santé & AS)